



Association québécoise
des retraité(e)s des secteurs
public et parapublic

Humaniser l'accès aux médecins et aux soins : une responsabilité partagée

Les personnes retraitées, tout comme le reste de la population, s'attendent à ce que la réforme enclenchée produise un résultat en particulier : la plus grande accessibilité des soins au Québec. Le Québec a aujourd'hui l'occasion de se doter de nouvelles clés qui ouvriront de nouvelles portes, car pour le citoyen ordinaire l'accès prend tout son sens lorsque les soins et les suivis médicaux sont réellement prodigués à tous les endroits du continuum. Avoir accès au bon professionnel au bon endroit et au moment opportun, voilà l'objectif qui a jusqu'ici été embrouillé et qu'il faut impérativement ranimer.

Les retraités, dans leur grande majorité, appuient les objectifs poursuivis par le ministre Barrette lorsqu'il est question d'augmenter la productivité et l'efficacité du système. Qui pourrait s'y opposer? Toutefois, le projet de loi n° 20, de même que la réforme dans son ensemble, n'apporte jusqu'à maintenant aucun élément de réponse sur l'accroissement nécessaire des responsabilités des autres professionnels qui œuvrent dans le réseau car il confine sa définition de l'accès entre les mains des seuls médecins omnipraticiens et spécialistes. Cela a pour effet inverse de limiter la portée globale de la réforme et d'esquiver d'autres composantes névralgiques du continuum de soins qui doivent être valorisées et développées.

Puisque l'instauration d'un climat de collaboration résulte d'une responsabilité partagée, les personnes âgées appellent les médecins à modifier et à améliorer leur pratique afin de faire en sorte que le statu quo et la résistance ne soient pas les grands vainqueurs de ce nouveau chapitre en santé. Les personnes âgées demandent également au ministre de faire preuve de sensibilité quant aux possibles écueils de sa réforme afin d'effectuer les bons ajustements et de pouvoir rallier au maximum les intervenants du réseau.

Les personnes âgées, surtout celles en perte d'autonomie, ne veulent pas, une fois de plus, se retrouver devant un nouveau mur.

Donald Tremblay, président de l'AQRP

25 mars 2015